



Nations Unies

Rapport de la Commission du désarmement

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-cinquième session
Supplément N° 42 (A/55/42)

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-cinquième session
Supplément N° 42 (A/55/42)

Rapport de la Commission du désarmement



Nations Unies • New York, 2000

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Rapport de la Commission du désarmement

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	1
II. Organisation et travaux de la session de fond de 2000	3–12	1
III. Documentation	13–25	2
A. Documents présentés par le Secrétaire général	13	2
B. Autres documents, y compris les documents présentés par des États Membres	14–25	3
IV. Conclusions et recommandations	26–29	4
Annexe		
Moyens de parvenir au désarmement nucléaire : document présenté par le Président		6

La session de fond de 2000 de la Commission du désarmement s'est tenue non pas en avril, comme prévu initialement, mais du 26 juin au 7 juillet. Le présent rapport, qui est le rapport final présenté par la Commission à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, a été établi le 7 juillet à l'issue de la session de fond

I. Introduction

1. À sa cinquante-quatrième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 54/56 A du 1er décembre 1999, intitulée « Rapport de la Commission du désarmement ».
2. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour sa session d'organisation et a tenu trois séances, le 2 décembre 1999 (A/CN.10/PV.232), le 15 février (A/CN.10/PV.233) et le 26 juin 2000 (A/CN.10/PV.234). Pendant cette session, la Commission a examiné les questions ayant trait à l'organisation des travaux de sa session de fond de 2000, conformément au document intitulé « Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement » (A/CN.10/137) et à la lumière de la résolution 54/56 A de l'Assemblée générale. La Commission s'est penchée sur la question de l'élection de son bureau, en tenant compte du principe qui veut que la présidence soit assurée par rotation par des représentants des régions géographiques. Elle a examiné l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 2000 et a décidé de constituer un comité plénier et deux groupes de travail qui seraient chargés d'examiner les deux questions de fond inscrites à l'ordre du jour. Elle a en outre décidé que sa session de fond suivante aurait lieu du 26 juin au 7 juillet 2000.

II. Organisation et travaux de la session de fond de 2000

3. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 26 juin au 7 juillet 2000. Au cours de sa session, elle a tenu cinq séances plénières (voir A/CN.10/PV.235 à 239) sous la présidence de S. E. M. Javad Zarif, Ministre adjoint des affaires étrangères (République islamique d'Iran). M. Timur Alasaniya, spécialiste des questions politiques au Service des organes s'occupant de désarmement et de décolonisation, a assumé les fonctions de secrétaire de la Commission.
4. Pendant la session de 2000, le bureau de la Commission était constitué comme suit :

Président : S. E. M. Javad Zarif, Ministre adjoint des affaires étrangères (République islamique d'Iran)

Vice-Présidents : Les représentants des États ci-après : Arménie, Guatemala, Indonésie, Luxembourg, Monaco, Sierra Leone et Venezuela

Rapporteur : M. Samuel Omehou (Bénin)
5. À sa 235e séance plénière, le 26 juin 2000, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire suivant (A/CN.10/L.46) :
 1. Ouverture de la session.
 2. Adoption de l'ordre du jour.
 3. Organisation des travaux.
 4. Moyens de réaliser le désarmement nucléaire.
 5. Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques.

6. Rapport de la Commission du désarmement à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session.

7. Questions diverses.

6. Au cours de la même séance, la Commission a approuvé son programme général de travail pour la session (A/CN.10/2000/CRP.1) et a décidé de consacrer quatre séances à un échange général de vues.

7. Les 26 et 27 juin, la Commission du désarmement a procédé à un échange général de vues sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour (voir A/CN.10/PV.235 à 238). Les représentants des pays suivants ont pris la parole au cours de cet échange : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Bangladesh, Bélarus, Brésil, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Ghana, Guatemala, Inde, Indonésie, Israël, Kirghizistan, Malaisie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Pérou, Portugal (au nom de l'Union européenne et des pays associés), République de Corée, Ukraine, Uruguay et Venezuela.

8. À sa 1re séance, le 26 juin, la Commission a entendu une déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Jayantha Dhanapala.

9. Conformément aux décisions qu'elle avait prises à sa session d'organisation, la Commission du désarmement a décidé de renvoyer au Groupe de travail I l'examen du point 4 de l'ordre du jour intitulé « Moyens de réaliser le désarmement nucléaire ». Le Groupe de travail I, qui s'est réuni sous la présidence de M. Yaw Osei (Ghana) a tenu cinq séances entre les 28 juin et le 6 juillet.

10. La Commission a renvoyé au Groupe de travail II l'examen du point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques ». Le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de Mme Gabriela Martinic (Argentine) et a tenu six séances entre les 28 juin et le 6 juillet.

11. À sa 239e séance plénière, le 7 juillet, la Commission du désarmement a examiné les rapports des groupes de travail I et II sur les points 4 et 5 de l'ordre du jour, respectivement. Les rapports des organes subsidiaires de la Commission et les conclusions et recommandations qui y figurent sont reproduits dans la section IV du présent rapport.

12. Conformément à la pratique en vigueur à la Commission du désarmement, certaines organisations non gouvernementales ont assisté aux séances plénières.

III. Documentation

A. Documents présentés par le Secrétaire général

13. Conformément au paragraphe 9 de la résolution 54/56 A de l'Assemblée générale, le Secrétaire général, par une note datée du 8 février 2000, a transmis à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement¹, ainsi que tous les documents officiels de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement (A/CN.10/1999).

B. Autres documents, y compris les documents présentés par des États Membres

14. Au cours des travaux de la Commission, les documents énumérés ci-après, qui concernent des questions de fond, ont été présentés.

15. Un document établi par le Président, intitulé « Moyens de parvenir au désarmement nucléaire » a été présenté au Groupe de travail I (A/CN.10/2000/WG.I/WP.1).

16. Un document de travail intitulé « Moyens de parvenir au désarmement nucléaire » a été présenté par la Chine (A/CN.10/2000/WG.I/WP.2).

17. Un document de travail intitulé « Moyens de parvenir au désarmement nucléaire » a été présenté par la France au nom de l'Union européenne ainsi qu'au nom de la Bulgarie, de Chypre, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Turquie (A/CN.10/2000/WG.I/WP.3).

18. Un document de travail intitulé « Moyens de parvenir au désarmement nucléaire » a été présenté par les États-Unis d'Amérique (A/CN.10/2000/WG.I/WP.4).

19. Un document de travail intitulé « Moyens de parvenir au désarmement nucléaire » a été présenté par le Bélarus, le Kazakhstan et l'Ukraine (A/CN.10/2000/WG.I/WP.5).

20. Un document de travail intitulé « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques » a été présenté par la Chine (A/CN.10/2000/WG.II/WP.2).

21. Un document de travail intitulé « Destruction des armes excédentaires, confisquées ou rassemblées, en tant que mesure concrète de confiance dans le domaine des armes classiques » a été présenté par l'Afrique du Sud (A/CN.10/2000/WG.II/WP.3).

22. Un document de travail intitulé « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques » a été présenté par la Suisse (A/CN.10/2000/WG.II/WP.4).

23. Un document de travail intitulé « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques : réévaluation des efforts » a été présenté par le Japon (A/CN.10/2000/WG.II/WP.5).

24. Deux documents de travail intitulés « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques » (A/CN.10/2000/WG.II/WP.6) et « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques » (A/CN.10/2000/WG.II/WP.7) ont été présentés par le Portugal et la France au nom de l'Union européenne et des pays associés.

25. Un certain nombre de documents de séance ont été présentés par diverses délégations sur les deux questions de fond.

IV. Conclusions et recommandations

26. À sa 239e séance plénière, le 7 juillet, la Commission du désarmement a adopté par consensus les rapports de ses organes subsidiaires ainsi que les conclusions et recommandations qui y figurent au sujet des points 4 et 5. La Commission a décidé de soumettre le texte de ces rapports, reproduits ci-après, à l'Assemblée générale.
27. À la même séance, la Commission a adopté l'ensemble du rapport qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session.
28. Le texte du rapport du Groupe de travail est reproduit ci-après :

Rapport du Groupe de travail I sur le point 4 de l'ordre du jour

1. À sa session d'organisation, le 2 décembre 1999, et lors des reprises de sa session le 15 février et le 26 juin 2000, la Commission du désarmement a décidé de créer le Groupe de travail I sur le point 4 de l'ordre du jour, intitulé « Moyens de parvenir au désarmement nucléaire », en application de la résolution 54/56 A de l'Assemblée générale en date du 1er décembre 1999.
2. Dans le cadre de son mandat, le Groupe de travail I était saisi des documents suivants :
 - a) Document de travail présenté par le Président du Groupe de travail le 5 juillet 2000 (A/CN.10/2000/WG.I/WP.1);
 - b) Document de travail présenté par la Chine (A/CN.10/2000/WG.I/WP.2);
 - c) Document de travail présenté par la France au nom de l'Union européenne (A/CN.10/2000/WG.I/WP.3);
 - d) Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique (A/CN.10/2000/WG.1/WP.4);
 - e) Document de travail présenté par le Bélarus, le Kazakhstan et l'Ukraine (A/CN.10/2000/WG.1/WP.5);
3. Le Groupe de travail a tenu cinq séances du 28 juin au 6 juillet 2000 sous la présidence de M. Yaw Odei Osei (Ghana). Le Président a également organisé un certain nombre de consultations officieuses. M. Timur Alasaniya et Mme Tatyana Shestakova du Service des organes s'occupant de désarmement et de décolonisation (Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence) ont rempli les fonctions de Secrétaire et de Secrétaire adjoint du Groupe de travail, respectivement. Mme Mika Murakami du Département des affaires de désarmement était la conseillère du Groupe de travail.
4. Sur la proposition du Président, le Groupe de travail a consacré deux séances à un débat général au cours duquel les délégations ont formulé des observations ainsi que des idées et propositions concrètes.

5. À la 3e séance, le 3 juillet, le Président a présenté son document de travail, intitulé « Moyens de parvenir au désarmement nucléaire » (A/CN.10/2000/WG.I/WP.1), qui reprend des exposés écrits et oraux et qui a suscité des observations de la part des délégations. Le Président est seul responsable de ce document, qui ne reflète pas une position négociée et ne commande pas de consensus.

6. À la 4e séance, le 5 juillet, le Groupe de travail a tenu un débat préliminaire sur des points particuliers du document présenté par le Président et un certain nombre de propositions orales et écrites formulées par les délégations.

7. À sa 5e séance, le 6 juillet, le Groupe de travail a examiné et adopté par consensus son rapport sur le point 4 de l'ordre du jour. Il a également décidé de joindre en annexe au présent rapport le document du Président figurant dans le document A/CN.10/2000/WG.I/WP.1, sans préjudice de la position de l'une quelconque des délégations.

29. Le texte du rapport du Groupe de travail II est reproduit ci-après :

Rapport du Groupe de travail II sur le point 5 de l'ordre du jour

1. À sa 235e séance, le 26 juin 2000, la Commission du désarmement a adopté son ordre du jour pour la session de fond de 2000 (A/CN.10/2000/L.46). Elle a également décidé de renvoyer au Groupe de travail II le point 5 de l'ordre du jour intitulé « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques ».

2. Le Groupe de travail a tenu six séances du 28 juin au 6 juillet 2000 sous la présidence de Mme Gabriela Martinic (Argentine). La Présidente a également organisé des consultations officieuses avec plusieurs délégations. MM. Saijin Zhang et Sergei Cherniavsky, du Service des organes s'occupant de désarmement et de décolonisation (Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence du Secrétariat), ont rempli les fonctions de Secrétaire et de Secrétaire adjoint du Groupe de travail, respectivement. M. Nazir Kamal, du Département des affaires de désarmement du Secrétariat, était le conseiller du Groupe de travail.

3. À ses 1re et 2e séances, les 28 et 29 juin, le Groupe de travail a tenu un débat général. Lors des séances suivantes, des observations et des idées concrètes ont été formulées et des documents de travail ont été présentés par la Chine (A/CN.10/2000/WG.II/WP.2), l'Afrique du Sud (A/CN.10/2000/WG.II/WP.3), la Suisse (A/CN.10/2000/WG.II/WP.4), le Japon (A/CN.10/2000/WG.II/WP.5) et la France au nom de l'Union européenne et des pays associés (A/CN.10/2000/WG.II/WP.6 et 7).

4. À sa 6e séance, le 6 juillet, le Groupe de travail a examiné et adopté par consensus son rapport sur le point intitulé « Mesures concrètes de confiance dans le domaine des armes classiques ».

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 27 (A/54/27).

Annexe

Moyens de parvenir au désarmement nucléaire : document présenté par le Président

1. Introduction : aperçu général
2. Corrélation entre désarmement nucléaire et paix et sécurité internationales :
 - a) Évolution de l'environnement politique au cours de la dernière décennie;
 - b) Situation politique actuelle et conséquences pour le désarmement nucléaire.
3. Examen des résultats, des faits marquants et des nouvelles initiatives :
 - a) Au niveau multilatéral;
 - b) Au niveau bilatéral;
 - c) Au niveau unilatéral.
4. Mécanismes existants chargés du désarmement nucléaire :
 - a) Au niveau du système des Nations Unies;
 - b) Hors du système des Nations Unies.
5. Moyens de parvenir au désarmement nucléaire :
 - a) Approches conceptuelles;
 - b) Mesures pratiques.
6. Conclusions et recommandations

1. Introduction : aperçu général

Débat sur l'importance du désarmement nucléaire dans le climat actuel de paix et de sécurité internationales :

- La fin de la guerre froide a créé un environnement propice au désarmement nucléaire. Les arsenaux nucléaires ont baissé de moitié au cours de la dernière décennie;
- Toutefois, malgré les efforts unilatéraux et bilatéraux visant à réduire les armes nucléaires, il existe toujours des stocks de ces armes et la possibilité qu'elles soient utilisées, qu'il s'agisse d'une utilisation accidentelle, involontaire ou non autorisée;
- L'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre l'utilisation ou la menace d'utilisation de ces armes;
- En 1996, la Cour internationale de Justice a rendu un avis consultatif sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*;
- La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 a adopté à l'unanimité des mesures pratiques qui constituent des moyens complémentaires de parvenir au désarmement nucléaire. La Commission du désarmement pourrait s'inspirer de ces mesures;
- Afin de maintenir et de renforcer la paix et la sécurité internationales, la communauté internationale doit adopter des mesures pratiques pour parvenir au désarmement nucléaire sans délai. À cet égard, aucun effort ne devrait être ménagé pour faire en sorte que tous les États s'engagent dans ce processus.

2. Corrélation entre désarmement nucléaire et paix et sécurité internationales :

a) Évolution de l'environnement politique au cours de la dernière décennie. Présentation de changements intervenus dans les doctrines et les positions en matière de sécurité, y compris la réduction bilatérale et unilatérale des armes nucléaires après la guerre froide;

b) Situation politique actuelle et conséquences pour le désarmement nucléaire. Présentation des faits marquants intervenus dans le domaine du désarmement touchant les armes de destruction massive.

3. Examen des résultats, des faits marquants et des nouvelles initiatives

a) Au niveau multilatéral :

- Conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
- Prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires pour une période indéfinie;
- Déclaration commune des pays membres de la Coalition pour un nouvel ordre du jour;
- Engagement sans équivoque des États dotés d'armes nucléaires d'assurer l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires afin de parvenir au désarmement nucléaire;

- Proposition contenue dans le Programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires tendant à la négociation d'un programme échelonné sur une période donnée en vue de l'élimination totale des armes nucléaires;
 - Proposition du Secrétaire général concernant la Conférence internationale sur l'élimination des risques nucléaires;
 - Proposition concernant une conférence internationale sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération nucléaire;
 - Tenue de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
 - Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice;
 - Proposition visant à établir le Système mondial de contrôle de la non-prolifération des missiles et des technologies missilières;
 - Régime de contrôle des technologies missilières;
 - Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires (proposition);
 - Consolidation des zones exemptes d'armes nucléaires existantes et propositions tendant à en créer de nouvelles;
 - Directives de la Commission du désarmement sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires;
- b) Au niveau bilatéral :
- Pourparlers sur la réduction des armes stratégiques (START);
 - Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques;
 - Programmes de réduction concertée des menaces;
 - Initiative trilatérale entre les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);
- c) Au niveau unilatéral :
- Mesures prises par la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour réduire leurs arsenaux nucléaires;
 - Moratoire sur les essais d'armes nucléaires;
 - Moratoire sur la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes.
4. Mécanismes existants chargés du désarmement nucléaire :
- a) Au niveau du système des Nations Unies :
- Première Commission;
 - Commission du désarmement;
 - Conférence sur le désarmement;
 - Département des affaires de désarmement;

- Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement;
- b) Hors du système des Nations Unies :
 - Processus START;
 - Zones exemptes d'armes nucléaires;
 - AIEA;
 - Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- 5. Moyens de parvenir au désarmement nucléaire :
 - a) Approches conceptuelles :
 - Commission de Canberra sur l'élimination des armes nucléaires;
 - Forum de Tokyo pour la non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement;
 - Coalition pour un nouvel ordre du jour;
 - Résolutions de l'Assemblée générale relatives au désarmement nucléaire;
 - b) Mesures pratiques :
 - Entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
 - Moratoire sur les essais d'armes nucléaires en attendant l'entrée en vigueur du Traité;
 - Négociations concernant un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes dans le cadre de la Conférence sur le désarmement;
 - Création d'un organe subsidiaire de la Conférence sur le désarmement chargé du désarmement nucléaire;
 - Application du principe de l'irréversibilité du désarmement nucléaire;
 - Engagement sans équivoque des États dotés d'armes nucléaires d'assurer l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires afin de parvenir au désarmement nucléaire;
 - Entrée en vigueur rapide de START II et conclusion de START III tout en préservant et en renforçant le Traité sur la limitation des systèmes anti-missiles balistiques;
 - Conclusion et mise en oeuvre de l'initiative trilatérale entre la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique et l'AIEA;
 - Efforts supplémentaires faits par les États dotés d'armes nucléaires pour réduire unilatéralement leurs arsenaux nucléaires;
 - Transparence accrue de la part des États dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne leurs stocks d'armes nucléaires;
 - Réduction plus poussée des armes nucléaires non stratégiques (armes nucléaires tactiques);

- Mesures concrètes convenues pour réduire davantage la capacité opérationnelle des systèmes d’armes nucléaires;
- Réduction du rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité;
- Engagement de tous les États dotés d’armes nucléaires de parvenir à l’élimination totale de leurs armes nucléaires;
- Arrangements conclus par tous les États dotés d’armes nucléaires pour placer les matières fissiles qui ne sont plus utilisées à des fins militaires sous le contrôle de l’AIEA ou d’un autre mécanisme international de vérification compétent;
- Renforcement des capacités de vérification nécessaires pour assurer le respect des accords de désarmement nucléaire;
- Réduction du risque d’utilisation non autorisée, accidentelle ou involontaire d’armes nucléaires;
- Conclusion du Protocole additionnel type avec l’AIEA;
- Création d’un comité spécial sur les garanties de sécurité au niveau de la Conférence du désarmement;
- Création, au niveau de la Conférence du désarmement, d’un groupe spécial sur la prévention de la course aux armements dans l’espace extra-atmosphérique;
- Consolidation des zones exemptes d’armes nucléaires existantes et création de nouvelles zones;
- Mesures bilatérales et unilatérales;
- Examen des positions et doctrines stratégiques (non-recours en premier aux armes nucléaires);
- Engagement des États dotés d’armes nucléaires de ne pas déployer leurs armes hors de leur territoire national.

6. Conclusions et recommandations

Cette section sera examinée et mise au point au cours des sessions biennales suivantes du Groupe de travail I.

00-53010 (F) 130900 160900
~~~~~